

tenue sous la présidence de Monsieur GRIMAUD, assisté(e)
de Madame LEQUEUX et Madame MEREAU, Conseillères
En présence de Madame LUCAS, Rapporteure publique
Madame LATIF, Greffière

10 heures 30

01)	DOSSIER N° 2304581	RAPPORTEURE: Madame Anaïs LEQUEUX
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté préfectoral du 10 mars 2023 portant mise en demeure de régulariser la situation administrative et fixant des mesures conservatoires à l'encontre de la société CASSIN TP exploitant une installation de stockage de déchets inertes illégale, route de St-Thomas sur le territoire de la commune de Saint-Lys, ensemble la décision du 28 juin 2023 par laquelle le préfet de la Haute-Garonne rejette le recours gracieux.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	SARL CASSIN TP	CLAMENS CONSEIL (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE	
02)	DOSSIER N° 2401500	RAPPORTEURE: Madame Anaïs LEQUEUX
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté préfectoral du préfet de la Haute-Garonne du 9 janvier 2024 prononçant une amende administrative à l'encontre de la société Cassin TP exploitant une installation de stockage de déchets inertes située route de Saint Thomas à Saint-Lys (31470).	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	SARL CASSIN TP	CLAMENS CONSEIL (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE	
03)	DOSSIER N° 2403130	RAPPORTEURE: Madame Anaïs LEQUEUX
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté préfectoral en date du 26 mars 2024 prononçant une astreinte journalière en application de l'article L. 171-7-I-1° du code de l'environnement, pour transport et stockage de déchets inertes, à l'encontre de la SARL CASSIN TP qui exploite un site de remblaiement implanté au lieu-dit Saint-Eugène, sur le territoire de la commune de Lavaur.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	SARL CASSIN TP	CLAMENS CONSEIL (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DU TARN	A

10 heures 30

04)	DOSSIER N° 2406036	RAPPORTEURE: Madame Anaïs LEQUEUX
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 31 juillet 2024 du Préfet du Tarn portant liquidation partielle de l'astreinte administrative prise à l'encontre de la société Cassin TP pour transport et stockage de déchets inertes à Lavaur, lieu-dit Saint Eugène.	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	SARL CASSIN TP	CLAMENS CONSEIL (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DU TARN	A
05)	DOSSIER N° 2500572	RAPPORTEURE: Madame Anaïs LEQUEUX
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 25 novembre 2024 du Préfet du Tarn portant liquidation totale de l'astreinte administrative prise à l'encontre de la société Cassin TP.	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	CASSIN TP	CLAMENS CONSEIL (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DU TARN	A
06)	DOSSIER N° 2405587	RAPPORTEURE: Madame Anaïs LEQUEUX
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la délibération du 8 juillet 2024 de la Communauté de communes des Monts de Lacaune et de la Montagne du Haut Languedoc entre Tarn et Hérault approuvant le PLUiH des Monts de Lacaune.	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur et Madame B	THESIAS AVOCATS (Cour)
Défendeur	COMMUNAUTE DE COMMUNES DES MONTS DE LACAUNE ET DE LA MONTAGNE DU HAUT LANGUEDOC	Maître SERRE Pauline (Cour)

10 heures 30

07)	DOSSIER N° 2502752	RAPPORTEURE: Madame Anaïs LEQUEUX
Titre de l'affaire	ART R.311-6 - Demande d'annulation de l'arrêté N° PC 08211724P0015 en date du 18 février 2025 par lequel le préfet de Tarn-et-Garonne a refusé un permis pour la construction d'un parc agrivoltaïque à la société REDEN INVESTMENTS FRANCE sur un terrain sis lieu-dit CONTRESTI à Montaigu-de-Quercy (82150).	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	SOCIÉTÉ REDEN INVESTMENTS FRANCE	CABINET BCTG AVOCATS (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DE TARN-ET-GARONNE	Monsieur le préfet
08)	DOSSIER N° 2100901	RAPPORTEURE: Madame Marine MEREAU
Titre de l'affaire	REQUETE INDEMNITAIRE - Demande de mise à la charge du ministère de la transition écologique et solidaire d'une somme de 1 304 938 euros au titre du préjudice financier subi du fait du comportement fautif du ministère qui a refusé de délivrer les certificats d'économie d'énergie (CEE) afférant à la demande n°0193OB/19073 au titre de la fiche standardisée TRA-EQ-19 ayant fait l'objet d'une décision implicite d'acceptation le 15 juillet 2017 confirmée par le jugement n°1600863 du TA de Toulouse.	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	SARL DEFA	SCP JOB-TREHOREL-BONZOM-BECHET (Cour)
Défendeur	MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE, DE LA BIODIVERSITÉ, DE LA FORET, DE LA MER	
09)	DOSSIER N° 2105805	RAPPORTEURE: Madame Marine MEREAU
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la décision de refus de la SA Aéroport de Toulouse Blagnac du 28 juin 2021 pour la prise en charge des travaux d'isolation acoustique de la toiture et du garage de Mme A	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame A	JAMES-FOUCHER NICOLAS
Défendeur	SA AEROPORT TOULOUSE BLAGNAC	

Arrêté le 09/01/2026